

ACCÈS 60\$ | RABAIS ÉTUDIANT 25\$
INSCRIPTION SUR LAGRANDETRANSITION.NET
ENTRANCE 60\$ | STUDENT / LOW INCOME 25\$
REGISTRATION AT LAGRANDETRANSITION.NET

HISTORICAL MATERIALISM PRESENTS

LA GRANDE TRANSITION

PRÉPARER LA SOCIÉTÉ APRÈS LE CAPITALISME

THE GREAT TRANSITION - SETTING THE STAGE FOR A POST-CAPITALIST SOCIETY

CRITIQUES STRATÉGIES UTOPIES



350 PANÉLISTES DE 12 PAYS
350 PANELISTS FROM 12 COUNTRIES
120 ATELIERS | 6 GRANDES CONFÉRENCES
120 SESSIONS | 6 PLENARY SESSIONS

17-20 MAI
@ COEUR DES SCIENCES
(UQAM)

PROGRAMME FINAL

VERS UNE HISTOIRE POLITIQUE DU CAPITALISME ?

Colloque du Centre d'histoire des régulations sociales
Dans le cadre de la Conférence internationale *La Grande transition*
Samedi, 19 mai 2018
Pavillon Sherbrooke (200, Sherbrooke Ouest), UQAM
Local SH-2120

Inscription et renseignements : www.thegreattransition.net/fr/accueil/

Comité d'organisation : Jaouad Laaroussi, Benoit Marsan, Martin Petitclerc,
Camille Robert, David Saint-Denis-Lisée, Robert Sweeny



9h30 - 11h00 : Femmes, travail et reproduction sociale

Présidence: Magda Fahrni (professeure, histoire, UQAM)

- Roxane Bélisle (maîtrise, sociologie, UQAM) : *Le capitalisme, les Juifs et les femmes dans le nationalisme de Lionel Groulx : la nécessité de penser la résistance au capitalisme dans une perspective intersectionnelle.*

À partir des années 1940, Lionel Groulx emploie l'expression «seconde conquête» pour mettre en garde les Canadiens-français envers les périls posés à la nation par une industrialisation rapide menée par le «capital étranger». Le capitalisme représente pour lui la principale menace à la nation canadienne-française, orientant son nationalisme autour de l'idée de la *sauegarde* de la nation. Alors qu'il existe une historiographie dense et de nombreux débats sur la question des Juifs dans les écrits de Lionel Groulx, le rôle des femmes dans la pensée du chanoine a été peu traité par les historiens et historiennes. Pourtant, tel que l'a démontré l'historienne Susan Mann, l'image des femmes est au cœur du nationalisme de Groulx et la baisse du taux de natalité des canadiennes-françaises est un élément central des inquiétudes qu'il entretient pour la survie de la nation. On peut ainsi articuler la question de la *sauegarde* de la nation en réaction au capitalisme, mais aussi face à la double menace posée par les Juifs et par les femmes. En revisitant Lionel Groulx d'une telle façon, on peut comprendre sa pensée comme une forme d'opposition au capitalisme dans laquelle sont imbriqués antiféminisme et antisémitisme. Ceci nous permet d'insister sur la nécessité de penser la résistance au capitalisme dans une perspective intersectionnelle et de souligner le danger posé par une tendance conservatrice anticapitaliste et une secondarisation des luttes féministes et antiracistes.

- Marie-Pierre Boucher (professeure, relations industrielles, UQO) : *Revenu garanti, salarisation et marchandisation de la vie.*

À partir des interprétations de l'Acte de Speenhamland discutées par Polanyi dans *La Grande transformation* (1943), nous allons interroger le procès de marchandisation des pratiques sociales qui accompagne les revendications de reconnaissance des activités jusqu'à alors non salariées. En prenant la province du Québec comme toile de fond, nous souhaitons examiner trois cas qui s'échelonnent sur trois périodes (1960-1970; 1970-2017; 2016-). Le premier, directement lié à la référence speenhamlandienne, concerne la régulation étatique et vise à articuler l'idée d'allocation universelle à la dynamique d'activation de l'Aide sociale; les cas 2 et 3 concerneront le service domestique, et les études supérieures (de la revendication pour le paiement des stages à l'idée de salarier les études supérieures), les deux ayant fait l'objet d'appel à la reconnaissance en empruntant au vocabulaire du travail. Notre analyse sera nuancée pour tenir compte des situations de pauvreté liées aux discriminations systémiques (de genre en particulier). En dépit de cette nuance, notre argumentaire concernera la méconnaissance des rapports de domination et de destruction de la vie qu'incarne le travail, et la reconduction des problèmes que ces revendications visaient à résoudre.

- Camille Robert (doctorante, histoire, UQAM) : *Apports de la pensée marxiste dans la conceptualisation des activités domestiques comme travail.*

Devant l'échec du marxisme orthodoxe à penser l'exploitation spécifique des femmes, des féministes socialistes et des féministes marxistes, comme elles se revendiquaient, entreprennent de théoriser l'exploitation des ménagères en mobilisant la catégorie marxiste de travail. Ce faisant, elles accordent aux ménagères un statut de travailleuses et font d'elles des actrices politiques à partir de leurs propres lieux de production. La

maison et le quartier deviennent alors une « usine sociale », nécessaire à la reproduction de la force de travail. C'est donc à la fois dans une posture d'inspiration et de dépassement du marxisme classique que les féministes analysent le travail ménager comme forme d'exploitation spécifique des femmes dans le système capitaliste. Durant les années 1970, cette analyse non-orthodoxe est source de conflits, non seulement à l'intérieur du mouvement féministe, mais plus largement dans la gauche. Nous proposons ici de présenter les échanges entre féminisme et marxisme dans le Québec des années 1970 en faisant ressortir les alliances et les oppositions.

11h30 - 13h00 : État, propriété et colonialisme

Présidence: Dalie Giroux (professeure, études politiques, Université d'Ottawa)

- Brian Gettler (professeur, histoire, U. Toronto) et Isabelle Bouchard (professeure, histoire, UQTR) : *Un marché des terres autochtones? La propriété foncière à Odanak et Wendake au 19^e siècle.*

Depuis la fin du XVIII^e siècle, une propriété foncière autochtone, qui s'inscrit dans le cadre du régime seigneurial, mais qui est distincte des censives concédées aux Canadiens, se développe dans les terres concédées pour l'usage des Autochtones. Durant le XIX^e siècle, les Abénaquis d'Odanak et les Wendats de Wendake ont recours aux notaires pour enregistrer leurs mutations foncières. À partir de nos recherches préliminaires dans les greffes de notaire, nous présenterons des exemples de mutations foncières témoignant du marché foncier qui se développe dans ces deux communautés. Ces actes de mutations foncières nous permettront de nous pencher sur la question de la valeur de ces terres en théorie réservées pour les « Sauvages » et de l'enjeu de l'identité « ethnique » des parties impliquées dans ces transactions. Nous analyserons également les liens entre, d'une part, les Abénaquis et les Wendats et, de l'autre, des terres situées en dehors des réserves. Nous chercherons à décortiquer le processus qui a permis à certains Wendats au cours du XIX^e siècle de devenir une source importante du capital pour leurs voisins, aussi bien non autochtones qu'autochtones, voulant acquérir des terres. En considérant également le cas d'Odanak, ceci nous mènera à examiner sous un autre angle le rôle de la politique dans le développement capitaliste. Si les gestes posés par certains Autochtones au XIX^e siècle semblent s'accorder parfaitement avec l'« esprit du marché », l'État libéral en voie de développement allait rendre ces gestes de plus en plus difficiles. À l'instar de l'agriculture dans l'Ouest à la fin du XIX^e siècle, l'État se lance quelques décennies plus tôt à la reconfiguration du marché des terres chez les Autochtones de l'Est, enfermant celui-ci à l'intérieur des réserves.

- Louis-Philippe Lavallée (doctorat, histoire, McGill) : *L'Acte seigneurial de 1854 en perspective: propriété et amélioration (improvement) au Bas-Canada.*

L'abolition du régime seigneurial apparaît trop souvent dans l'historiographie québécoise comme une *nécessité historique*, comme l'aboutissement « inéluctable » d'un régime désuet et anachronique sous la pression du capitalisme industriel. En rupture d'une telle lecture qui tend à réduire l'abolition du régime seigneurial à titre d'épiphénomène du grand récit de l'essor du libéralisme économique, ou comme simple et inévitable résultat d'un processus de « modernisation » et « d'industrialisation », nous chercherons dans le cadre de cette présentation à contrebalancer cette tendance historiographique et d'aller au-delà d'une lecture economiciste et téléologique qui subordonne l'analyse du changement social comme la manifestation directe des exigences du développement capitaliste. Nous nous pencherons particulièrement sur

l'étude des idées de la propriété et de l'amélioration (*improvement*) qui furent mobilisées dans le cadre des débats sur l'abolition de la tenure seigneuriale. Ces débats ne représentaient pas qu'une « guerre d'idées », mais étaient partie prenante des conflits sociopolitiques sur la définition et la légitimation de la forme de tenure privilégiée, et ce, au profit et aux dépens de qui. Nous aborderons également la question de la propriété comme une *relation sociale* en mettant un accent particulier sur l'analyse des luttes sociales, politiques et juridiques entre divers acteurs : seigneurs et habitants, propriétaires terriens, squatteurs, spéculateurs, etc. Nous chercherons à cet égard à intégrer la question seigneuriale dans le cadre plus général de la transformation des droits de propriété au Bas-Canada. Cela nous invite ainsi à prendre en compte plusieurs thématiques discutées bien souvent de façon isolée dans la littérature, une situation parfois renforcée par la compartimentation de la connaissance dans un contexte où prédominent les impératifs de spécialisation de la recherche universitaire.

- Robert Sweeny (professeur, histoire, U. Terre-Neuve) : *L'état des choses sur l'État*. Selon Martin Petitclerc, j'écarte la question centrale de la formation de l'État et ainsi relègue en arrière-plan toute question politique dans mon livre *Why Did We Choose to Industrialize?* Le résultat de ces erreurs conceptuelles est que mon livre « risque de limiter notre capacité à développer un savoir historique critique sur le capitalisme. » Depuis longtemps au Québec, la question coloniale s'articule autour des rapports avec l'Empire britannique, et donc les Rébellions de 1837-38 représentent le nœud gordien à résoudre. La critique de cet héritage anime mon livre. La question coloniale centrale selon moi, c'est le fait qu'il s'agit d'une colonie de peuplement. Ainsi la continuité l'emporte sur la rupture et les rapports impériaux sont à déterminer, par la recherche historique; ils ne sont pas prédéterminés par une identité nationale préexistante. Le drame au centre de mon ouvrage est pourquoi on a accepté de remplacer une économie morale par une économie libérale? En posant la question ainsi, on modifie considérablement notre vision de l'état. Grâce à cette perspective locale, au lieu de voir l'État par en haut, on le voit par en bas, qui nous permet de voir apparaître la raison d'être de l'État lui-même. L'État se révèle comme une structure complexe de contrôle des échanges afin d'assurer la stabilité de l'unité économique de base de cette colonie de peuplement : les foyers de petits producteurs marchands, organisés pour la vaste majorité en unités familiales. Les implications politiques de cette conceptualisation nouvelle fournissent la substance de cette communication.

14h00 - 15h30 : Contestations et aspirations anticapitalistes au XXe siècle
Présidence: Thierry Drapeau (chargé de cours, relations industrielles, Université du Québec en Outaouais)

- Geneviève Dorais (professeure, histoire, UQAM) : *Double-jeu: L'Amérique latine comme laboratoire de résistance anti-impérialiste et d'expansion du capitalisme mondial*. Cette présentation proposera une réflexion sur les enseignements que l'histoire de l'Amérique latine peut nous livrer sur le développement et le fonctionnement du système capitaliste globalisé. Elle abordera pour ce faire trois moments forts de l'épanouissement de ce système marchand dans cette région du monde: 1) la période d'expansion coloniale des XVe et XVIe siècles dans les Amériques; 2) la période de contestation anti-impérialiste de l'entre-deux-guerres; 3) la période d'impulsion néolibérale dans la période des dictatures militaires des années 1970-1980. La réflexion cherchera à mettre en relief les débats historiographiques qui ont contribué à une

meilleure compréhension du fonctionnement capitaliste en Amérique latine. Empruntant tout à la fois à l'histoire sociale d'influence éminemment marxiste (je pense notamment aux thèses d'Immanuel Wallerstein sur le système-monde, et à la révision abrupte qu'en a offerte l'historien Steve Stern (1988) par le biais de l'histoire latino-américaine) et aux histoires intellectuelles et politiques s'attardant aux phénomènes de résistance latino-américaine, cette réflexion sera portée par deux objectifs précis. Le premier propose d'interroger les origines du système capitaliste mondial, tout en justifiant les raisons pour lesquelles il est important de resituer les origines plurielles de ce système encore trop souvent conjugué exclusivement au singulier. Le second entend donner des exemples de forme de résistance qui ont été mises en place par des latino-américain.e.s pour résister aux conséquences néfastes, et localisées, du capitalisme mondial.

- Francis Dolan (maîtrise, sciences politiques, UQAM) : *Des expériences autogestionnaires de Mai à l'autogestion comme perspective révolutionnaire.*

Chaque décennie a été l'occasion de grandes commémorations des événements français de mai-juin 1968. Du 14 mai à la mi-juin, la France comptera environ 10 millions de grévistes, ce qui en fera le plus grand mouvement de grève de la Ve République. S'inscrivant dans une période de forte mobilisation syndicale, passant de la grève des bassins miniers en 1963 aux grèves de la sidérurgie et de l'automobile, respectivement en 1967 et en janvier 1968, les événements de mai-juin 1968 sera un chantier d'expérimentations et d'innovations quant aux luttes ouvrières ainsi qu'un moment où d'importants débats stratégiques eurent lieu. C'est dans ce contexte que l'on verra (ré)apparaître le mot d'ordre autogestionnaire, notamment lancé par la CFDT dans un communiqué du 16 mai. À l'exception de quelques expériences très partielles, notamment à Lyon et à Nantes, l'autogestion restera en mai-juin qu'un mot d'ordre, un projet. Au-delà du grand mythe autogestionnaire de mai 68, quelles sont, au cours de ces événements, les réelles innovations quant aux désirs autogestionnaires et aux stratégies de lutte vers l'autogestion des usines et de la société?

- David St-Denis Lisée (maîtrise, histoire, UQAM) : *1978 : la crise du mouvement révolutionnaire. Le cas du groupe En Lutte!*

Dix ans après 1968, la mouvance qui avait constitué le plus important pôle de la gauche radicale au Québec entre en crise. Issu de la rupture sino-soviétique, propulsé par le contexte des luttes anti-impérialistes et par l'adhérence du discours de la Révolution culturelle en Chine dans la jeunesse militante, le mouvement marxiste-léniniste connaît quelques années dynamiques avant d'entrer en crise idéologique. La chute des modèles politiques et les prévisions non réalisées accélèrent le désarroi des tenants de l'«anti-révisionnisme». L'une des organisations les plus influentes de ce courant, le groupe EN LUTTE!, constitue un cas particulier. Rarement avait-on vu une organisation communiste – qui plus est, fonctionnant dans une relative clandestinité – débattre au grand jour des principes fondamentaux de son existence. À partir de 1978, le développement d'initiatives internationalistes et d'études sur l'histoire du mouvement communiste, entreprises dans le but de consolider le mouvement, le poussent au marasme. À partir d'une recherche dans les archives du groupe EN LUTTE! et celles de son secrétaire général Charles Gagnon, cette communication a pour objectif d'ouvrir des pistes de réflexion constructives sur un aspect du militantisme communiste au 20^e siècle : le désenchantement.

- Jaouad Laaroussi (doctorant, histoire, UQAM) : « Révolution tranquille » : *Mémoire d'État ou mémoire de la résistance?*

Depuis plusieurs décennies, les gouvernements successifs ont participé au démantèlement l'État social Québécois avec leurs programmes de « Rigueur budgétaire », de « Révolution culturelle », de « Réingénierie de l'État » ou de « Déficit zéro ». C'est dans ce contexte que les mouvements sociaux — syndicats, étudiants, féministes, communautaires, etc. — se sont saisis de l'héritage de la « Révolution tranquille » en guise de contre-modèle à ces programmes de coupures. Ainsi, la défense des « acquis » et du « modèle québécois » a entraîné différents groupes à concevoir la « Révolution tranquille » à la fois, comme leur moment fondateur et comme leur horizon d'attente. Pourtant, la radicalisation du mouvement syndical, l'émergence d'un syndicalisme étudiant de combat, du mouvement féministe et des groupes populaires s'est déroulée à la suite des principales réformes de la Révolution tranquille et souvent en raison de la désillusion qu'elles ont provoquée. Dans le cadre de cette communication, nous allons interroger le paradoxe de cette mémoire de la Révolution tranquille, comme mythe fondateur du Québec moderne — Mémoire d'État — et comme mythe fondateur des groupes d'opposition — mémoire des résistances. Alors que l'historiographie récente s'est principalement attelée à démystifier la « Grande noirceur » en dévoilant les éléments de continuité avec la « Révolution tranquille », nous proposons d'interroger a posteriori la Révolution tranquille, en présentant les éléments de rupture à l'égard du projet libéral réformiste porté par ces nouveaux mouvements sociaux.

16h00 - 17h30 : De l'économie morale à l'immoralité néolibérale

Présidence : Sébastien Rioux (professeur, géographie, Université de Montréal)

- Alexandre Lapalme (doctorant, histoire, UDM) : *Crédit, morale et société à Montréal au 19^e siècle.*

L'historiographie québécoise de la pauvreté et des questions sociales a eu tendance à se focaliser sur l'étude des modes institutionnels de prise en charge ou encore sur les mécanismes associatifs ou charitables de régulation de la pauvreté. Ces angles de recherche négligent toutefois une panoplie de moyens moins visibles utilisée par les communautés populaires pour obtenir des produits de premières nécessités, des biens matériels ou simplement un service quelconque. L'analyse de réseaux et de dispositifs subalternes et parallèles de financement à Montréal au 19^e siècle — c'est-à-dire extérieurs au système bancaire par ailleurs encore en constitution durant la période et qui servait essentiellement le secteur marchand — jettera un regard nouveau sur différentes facettes de la vie économique et sociale québécoise. En nous penchant sur les relations de crédit interindividuel formelles et informelles, nous mettrons en lumière des jeux de pouvoir et de solidarité qui traversaient horizontalement la société.

- Moscha Yannissi (sociologue, intervenante psychosociale) : *Régulations politiques et sociales du travail durant la première moitié du vingtième siècle en Italie et en URSS.*

Il est impossible d'aborder l'histoire politique du capitalisme en omettant les régulations sociales et juridiques du conflit industriel, proposées ou imposées par les courants contestateurs de ce système. Le conflit industriel, inhérent au capitalisme, en raison de l'opposition des intérêts des détenteurs des capitaux et des travailleurs, a donné naissance à plusieurs courants idéologiques et politiques, dont les objectifs allaient d'atténuation des problèmes sociaux jusqu'à la disparition de ce conflit. Dans cette communication nous proposons de faire une brève présentation des résultats d'une

recherche que nous avons réalisée dans le cadre de rédaction d'une thèse que nous avons soutenue en 2004 à l'Université Laval. Dans cette thèse nous avons examiné et comparé le droit du travail d'Italie fasciste et d'Union Soviétique durant la période 1922 – 1936. Cette communication comprendra un bref survol des orientations opposées idéologiquement de ces deux régimes et une présentation plus détaillée des régulations juridiques, apportées dans le domaine des relations du travail par rapport le contexte économique auquel ils faisaient face et le courant de la pensée juridique de l'époque.

- Cory Verbauwheide (doctorant, histoire, UQAM) : *L'école de la régulation au Québec : les travaux du Projet accumulation et régulation au Québec (PARQ)*.

Régulation et crises du capitalisme, publié en 1976 par Michel Aglietta, est reconnu comme étant le texte fondateur de l'« école de la régulation ». Illustrant son propos avec le cas des États-Unis de 1870 à 1970, Aglietta cherchait à se démarquer de la « science économique conventionnelle », qu'il qualifiait de « totalitaire », en ce qu'elle n'était capable de rendre compte ni du « temps vécu » ni du « contenu social des relations économiques ». Par l'étude de cent ans de développements, Aglietta voulait remédier aux lacunes qu'il attribuait aux théories néoclassiques et à pousser plus loin certaines des observations keynésiennes : en raison de sa focalisation sur l'immédiat, Keynes aurait en effet omis d'étudier les « sujets économiques et leurs relations » les uns par rapport aux autres sur le temps long. De son côté, le Projet Accumulation et Régulation au Québec visait à « renouveler l'analyse historique de la socio-économie québécoise aux XIXe et XXe siècles ... [en caressant] également l'objectif d'éveiller l'intérêt pour la production de concepts opérationnels propres à appréhender la réalité spécifique du Québec ». Dans notre communication, nous proposerons d'évaluer comment le néomarxisme hérité de l'école de la régulation a été repris dans les travaux du PARQ, le tout afin d'identifier des pistes intéressantes pour une histoire politique du capitalisme au Québec.

- Martin Petitclerc (professeur, histoire, UQAM) : *Réflexions historiques sur l'exploitation et la grève au temps du néolibéralisme*

La transformation incessante des conditions sociales d'existence, qui caractérise l'expérience néolibérale, est une caractéristique bien connue du capitalisme. Dès 1848, Marx et Engels affirmaient que « ce bouleversement continu de la production [capitaliste], ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes ». Ce bouleversement capitaliste a créé les conditions d'émergence d'un nouveau sujet politique, la classe ouvrière, qui partageait une expérience commune de l'exploitation. Près de 175 années plus tard, le bouleversement des conditions sociales d'existence est toujours au coeur de l'expérience du capitalisme, mais sans que puisse émerger un sujet collectif porteur d'un projet global d'émancipation. Dans cette présentation, nous proposons de réfléchir au rôle joué par le déclin de la grève dans cette fermeture néolibérale de l'horizon politique. En nous appuyant sur l'histoire sociale québécoise, nous aborderons l'évolution de cette pratique sociale de contestation et, dans une visée plus prospective, le sens de sa pertinence politique au temps de la consolidation du mode de gouvernement néolibéral.